

## LOGEMENT

trouver dans cette situation», soulignait en 2005 la fondation Abbé-Pierre. Cet «hébergement-cache misère de la crise du logement» touche toutes les tranches d'âges. Ainsi voit-on des cou-

plés avec enfants retourner vivre chez leurs parents. Les chiffres de l'Insee montrent que le nombre de personnes hébergées chez des proches est passé de 924 000 en 1996 à 973 000 en 2002, soit une hausse de près de 50 000. Depuis la tendance n'a fait que s'accroître avec le développement de la précarité (+ 10% de RMIstes en 1 an) et de la misère (on ne compte plus le nombre de Sans Domicile «Fixe»). Toutefois, on nous parle d'aménagement, de rénovation, de «mixité sociale» et de réformes nouvelles. Qu'en est-il dans la pratique ?

# LA CRISE ET SES PROFITS

**A**ubervilliers (95) : 55 ménages, expulsés sans logement le 7 juin 2005 de la cité des Prés-Clos, ont campé pendant cinq mois dans la rue à proximité de leur immeuble.

**RÉNOVATION ?** À la suite d'après négociations avec l'Etat, elles ont été placées au Foyer de jeunes travailleurs d'Aubervilliers, dans l'attente du logement définitif promis par l'Etat et la Mairie «communiste» d'Aubervilliers, qui se sont engagés en signant un protocole d'accord (6 octobre 2005). En mai 2006, l'Etat se lave les mains de sa responsabilité dans ce dossier, revient sur ses engagements et parle aujourd'hui «d'aide au retour». Depuis les familles vivent dans la peur d'une intervention policière.

Pourquoi autant d'HLM vides à Aubervilliers ? Parce que le programme de «rénovation urbaine» de la ville se fait au nom de «la mixité sociale». Elle prévoit la transformation de logements HLM en logements intermédiaires et en logements privés aux prix du marché.

### «RÉNOVATION URBAINE» À GENNEVILLIERS (92)

Une «convention de rénovation urbaine» de deux quartiers de Gennevilliers a été signée en début 2006 par la Mairie (PCF). Elle prévoit 627 démolitions et rénovations, ainsi que l'aménagement d'espaces publics. Contre ce projet, des locataires se sont rassemblés autour de la banderole de la «Coordination anti-démolition des quartiers populaires d'Ile-de-France». Ils ont manifesté contre le projet de démolition de la cité des 3F, aux Grésillons, en jugeant «honteux de dépenser tellement d'argent public pour casser des HLM en bon état, alors qu'il y a trois millions de mal logés en France». Une mère célibataire, technicienne chez Alcatel, s'insurge : «La mairie considère que notre cité est un ghetto, alors que les appartements sont superbes, insonorisés, pas chers (42 euros pour 70 m<sup>2</sup>, eau et chauffage compris), à 100 mètres du métro. Tout ce que la mairie veut faire, c'est profiter de l'argent donné par l'Etat pour faire une 'coulée verte', et attirer les classes moyennes...».

### «RÉAMÉNAGEMENT» À CHÂTENAY-MALABRY (92)

Les habitants d'une cité de Châtenay-Malabry protestent contre la démolition de



Manifestation à Cachan

deux tours, annoncée en février par le maire UMP, Georges Siffredi. «Nous ne voulons pas partir. D'ailleurs, selon notre enquête, 88% des familles sont contre la destruction», affirme le collectif des habitants de la résidence. Qui insiste sur «la bonne intégration des gens», «la qualité des logements, spacieux et peu chers» au regard des prix pratiqués dans le département.

La mairie ne fait pas mystère de ses intentions. «Nous avons ici près de 60% de logements sociaux» (selon l'INSEE, ce chiffre est de 49,1%). «Ça va, on a ce qu'il faut», explique Mme Rodier, directrice des services techniques, évoque un nécessaire réaménagement urbain : la mairie se porterait acquéreur des immeubles et n'aurait pas l'obligation de reconstruire.

**EXPULSIONS À CACHAN.** Le 17 août au matin, environ 1000 personnes, hommes, femmes et enfants, ont été expulsées par la force de 640 CRS de l'immeuble qu'elles occupaient, pour certaines depuis 2005.

Elles sont aujourd'hui réfugiées dans un gymnase dans les pires conditions.

Cette nouvelle ignominie du gouvernement contre des travailleurs immigrés et leurs familles, à soulever l'indignation générale. Elle frappe les travailleurs les plus exploités et les plus pauvres !

Ces familles réclament la libération immédiate de tous les expulsés interpellés ; un logement décent et durable pour tous ; la réquisition des logements vacants pour les sans-logis et les mal-logés et la construction de logements sociaux !

**ON BRÛLE À PARIS, À ROUBAIX...** Il y a un an dans la nuit du 25 au 26 août 2005, dix-sept personnes, dont quatorze enfants, trouvaient la mort, intoxiqués ou calcinés dans l'incendie d'un immeuble du 15<sup>e</sup> arr. de Paris). Toutes étaient d'origine africaine. La plupart des locataires de l'immeuble résidaient là depuis 1991. Tous étaient en situation régulière et payaient leur loyer. Quatre mois plus tôt, le 15 avril, vingt-quatre personnes, majoritairement africaines et en attente de régularisation, avaient disparu dans les flammes de l'Hôtel Paris-Opéra dans le 9<sup>e</sup> arrondissement. À peine les braises de cette nouvelle tragédie étaient-elles éteintes, qu'un troisième sinistre se déclarait dans la nuit du 29 août rue du Roi Doré, dans un squat cette fois occupé par trente-deux personnes venues de Côte d'Ivoire : 7 morts. Etc. Auxquels s'ajoutent les derniers incendies meurtriers de Roubaix.

**UNE DESTRUCTION DÉLIBÉRÉE DU LOGEMENT POPULAIRE.** La crise du logement entasse, expulse, hausse les loyers et tue pour le bien-être des spéculateurs : les plus-values immobilières ont augmentées de

70% en 6 ans dans l'immobilier ancien. Les 3 millions de logements inoccupés poussent à la spéculation.

C'est cette économie-politique du logement qui conduit à faire du logement décent un bien inaccessible aux précaires et aux salariés pauvres, et qui privatise le logement social. Et ce n'est pas particulier à la France, le forum social d'Athènes, au printemps dernier, avait montré qu'il s'agissait d'une situation internationale.

Le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) — financé entre autres par le 1% patronal —, et Dexia crédit local viennent de s'associer pour soutenir «l'effort des collectivités en faveur de la rénovation urbaine et sociale des zones urbaines sensibles (ZUS) sur l'ensemble du territoire». Le protocole d'accord a été signé à Paris le 22 mai 2006 par Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. L'objectif de ce programme, après les «émeutes» de novembre 2005, est de financer les investissements des collectivités territoriales. Celles-là même qui «rénovent», «réaménagent» et «expulsent».

### POUR LE DROIT AU LOGEMENT, SEUL LE SOCIALISME...

La ville et les cités sont l'enjeu de restructurations massives (comme l'a été et l'est toujours l'industrie), sur la base de rénovation et de spéculation. Les artisans de ces politiques sont, d'une part, les promoteurs, et, d'autre part, les municipalités. De droite comme de gauche,

de l'UMP au PCF, celles-ci réagissent en gestionnaires capitalistes. Dans les rénovations elles sont toutes d'accord pour chasser les ouvriers chômeurs ou immigrés, les précaires, les bas salaires, les familles nombreuses, etc... considérés comme la cause des problèmes sociaux et financiers, et pour faire la cour aux couches encore solvables : fonctionnaires et petit-bourgeois. Si les artisans de cette politique anti-ouvrière se trouvent du côté des promoteurs, des marchands de bien, des municipalités et des différents gestionnaires d'offices de HLM, le véritable chef d'orchestre en est l'Etat capitaliste. Depuis l'ouverture de la crise, au début des années 70, les gouvernements qui se succèdent favorisent au contraire la montée du prix des loyers, en vue de relancer le secteur du bâtiment. Côté logement privé, c'est la libération du prix des loyers, et la disparition des loyers régis par la loi de 1948. Côté logement social, c'est la réduction des subventions, l'érosion de la contribution patronale, l'instauration de sur-loyers, la «rénovation urbaine» (démolition de bâtiments, etc...)

**NOS AXES DE LUTTE.** Nous combattons cette politique de rénovation urbaine, qui se fait une fois de plus sur le dos des exploités. Dans l'immédiat nous exigeons :

### UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS

- Le relogement immédiat des sinistrés de Roubaix, leur indemnisation et la poursuite des marchands de sommeil
- La régularisation et le relogement des 1000 de Cachan
- L'arrêt des expulsions sans relogement

### L'ARRÊT DES RÉNOVATION-EXPULSIONS

- La réquisition des logements vides

Toutefois, nous contestons les formes actuelles d'urbanisation : cités, etc. Il devient de plus en plus évident que cette urbanisation, résultat de la spéculation capitaliste, est inacceptable. Il faut donc repenser, en fonction de critères sociaux, la division actuelle de l'espace urbain entre usines, quartiers bourgeois et cités populaires. Pour cela il faut re-développer un mouvement de défense et de promotion du logement populaire à bas coût (pas plus de 10% des revenus), lutter pour un développement de l'emploi à proximité des lieux de vie. Cela n'est possible que si dès aujourd'hui les victimes, les exploités s'organisent pour prendre leur vie en main. Et intègrent leurs luttes pour leur besoins immédiats dans la perspective du socialisme véritable, qui seul peut abolir cette société marchande. **SM**



Manifestation à Paris, 26 août 2006